

2011, 2012... et la suite. Car il y aura aussi un après la présidentielle

PAR HENRI MALBERG, MEMBRE DE LA DIRECTION DU PCF DE PARIS.

Les choses vont dans tous les sens, le doute et l'espoir, l'envie de tout renverser et la crainte devant l'inconnu. Or il y a du nouveau.

Par exemple, *l'Humanité* du 11 janvier en témoigne. À la question : faut-il fixer par la loi un salaire maximal, notamment pour les dirigeants des grandes entreprises, les Français sont 75 % à répondre nettement « oui ». Ils sont 84 % à gauche et 58 % chez les sympathisants de l'UMP. Quand a-t-on vu cela ?

Une conscience politique chemine, dans le vaste monde du travail et même au-delà du clivage gauche-droite. Une majorité de la France cherche une réponse politique et met en cause, sur des points essentiels, le système lui-même. Il y a un très fort sentiment que tout fout le camp et qu'il faut faire quelque chose.

Les 7 millions de manifestants de l'automne dernier sont toujours là avec leur colère et leurs attentes. Comment ne pas remarquer aussi le grand retour des intellectuels et de la pensée critique ? En France, ceci est toujours capital. On le voit, en lisant nombre de livres, *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche*, et souvent des articles dans la presse et les revues. On voit apparaître, réapparaître, des débats de fond sur la justice sociale, les classes et la lutte des classes, l'avenir de la société, l'économie capitaliste et le marché, l'État, la libre circulation des capitaux et des marchandises, les nationalisations...

Le besoin de réformes radicales est dans l'air du temps. La sauvagerie d'un capitalisme déchaîné devient insupportable. Il y a comme

un souffle d'abolition des privilèges. Pour les communistes, c'est un grand encouragement. L'idéologie dominante se lézarde. Il est possible, plus que depuis longtemps, de combattre pour une politique nouvelle qui fasse des besoins du peuple et de la société l'objectif fondamental de la politique. L'heure des réformes profondes à l'image de ce qu'on a vu avec le programme du Conseil national de la Résistance sonne de nouveau (d'où l'événement Hessel). Il faut des basculements de cette nature. Notre pays – comme d'autres dans le monde – cherche le renouveau. En 2012 et dans les années qui suivent, le peuple peut reprendre la main.

Les communistes sont décidés à jeter toutes leurs forces dans la bataille pour chasser de l'Élysée Sarkozy et l'oligarchie financière. Ils feront tout pour que se dégage une majorité décidée à porter les réformes et les objectifs d'une nouvelle politique. C'est le cœur de leur combat aujourd'hui, pour 2012 et pour toute la période qui viendra après. Car il y aura aussi un après.

Est-ce que cela est facile ? Non. Le pouvoir organise farouchement la contre-offensive. On le voit avec la mise en scène de la démagogie de Marine Le Pen, la reprise en main de la droite, la désastreuse campagne contre les partis politiques, et les tentatives de museler tout ce qui résiste. C'est vrai contre le mouvement social. C'est vrai dans les médias, la magistrature et même la police, et l'administration.

Domage que, pour l'heure, le Parti socialiste n'exprime pas clairement une politique

de changement favorisant le rassemblement majoritaire de toute la gauche et des républicains. Mais là aussi le débat n'est pas clos. Le Parti socialiste est au carrefour. Tout le monde est au carrefour, les Verts, le NPA, le Front de gauche aussi.

La stratégie du Front de gauche choisie par le Parti communiste se veut une contribution au changement du rapport de forces politique dans le pays et dans la gauche. La question

servir d'un avertissement salutaire à ne pas tomber dans ce jeu. Le Parti communiste est une des grandes formations politiques du pays. Il n'est pas « opérable ». Moins que jamais en ce moment, où le capitalisme montre sa limite historique, ce qui est plus qu'encourageant pour les communistes, dont la raison d'être est de changer cette société.

La gauche, en France, est faite de différences, dans la durée. Ici chacun a son histoire,

« Le Parti communiste est une des grandes formations politiques du pays. Il n'est pas "opérable". Moins que jamais en ce moment, où le capitalisme montre sa limite historique. »

du candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle fait débat. Il y a la candidature d'André Chassaigne et celle de Jean-Luc Mélenchon. D'autres se présentent. Aucune ne va de soi pour l'ensemble des partenaires. Et il faut prendre au sérieux le souci légitime des communistes – et pourquoi pas d'autres formations – de ne pas effacer ce qu'ils représentent. Toute démarche en ce sens affaiblirait dangereusement tout le Front de gauche et pourrait casser l'élan nécessaire.

Or voici que la presse se déchaîne. Le journal *le Monde* a trouvé une formule : « Mélenchon réalise une OPA sur le Parti communiste moribond. » D'autres ont parlé de : « La fin de l'histoire pour le PCF. » Ils prennent leur désir pour la réalité. Ces formules, à l'évidence, sont un piège tendu aux communistes, mais aussi à leurs partenaires. Elles peuvent également

sa culture, son organisation, son influence. Leur rassemblement peut devenir une force motrice. Elle est multipliée quand l'unité progresse dans le respect mutuel et l'indépendance de chacun. Dans la longue mémoire d'une nation comme la nôtre, la condition du succès, c'est la loyauté, entre les formations et dans le rapport au peuple. Il ne s'agit pas seulement d'éthique, mais de politique. Les forces se mobilisent quand elles sentent nettement cela. C'est comme cela qu'on va loin et qu'on gagne.

Tout cela, pour dire l'importance du débat démocratique qui a lieu en ce moment sur ces questions chez les communistes. Sachant en même temps, on le voit un peu partout, que le peuple n'attend pas forcément les échéances électorales pour donner des coups de boutoir qui changent la donne.